

Racisme : la seule communauté qui vaille, l'union des démunis

A entendre les gens autour de nous, personne en France n'est raciste. Et pourtant, les personnes dont le nom ou la couleur de peau indiquent une origine immigrée se retrouvent en bien plus forte proportion parmi les mal logés, les chômeurs, les pauvres. Il y a bien un racisme à l'œuvre quelque part, pour donner un tel résultat.

Des organisations prétendent lutter contre cette situation en dénonçant «*la logique coloniale de l'Etat*», et laissent entendre qu'il subsiste des pratiques datant de l'époque coloniale. Mais il n'est pas juste de dire que l'Etat, aujourd'hui en France, est raciste. Aucune loi n'est raciste. Il y a au contraire des lois qui déclarent le racisme illégal. Ce qui est vrai, c'est que des millions d'emplois, de fonctionnaires notamment, sont réservés aux gens de nationalité française, ou européenne. C'est une pratique non pas raciste, mais nationaliste, hélas habituelle à tous les Etats actuels.

Non, la vérité, c'est que celui qui refuse de louer un logement à un noir, c'est un propriétaire de logements. Celui qui refuse un emploi à un originaire du Maghreb, c'est un petit patron, ou un directeur du personnel. Ce sont des millions de petits propriétaires d'un logement, d'un capital, d'une parcelle de pouvoir, qui sont souvent racistes, c'est la société même qui est raciste.

Ce n'est pas parce qu'il est raciste que l'Etat se refuse à obliger les propriétaires à louer ou les patrons à embaucher, de manière égalitaire. L'Etat respecte leur liberté parce qu'ils sont propriétaires d'un capital. Il ne les oblige pas à louer ; ni à embaucher, même un Français de souche.

L'Etat est du côté du propriétaire face au locataire, du côté du patron face au travailleur salarié. S'il y a un conflit, il envoie ses CRS ou ses policiers aider l'expulseur, le licencié. L'Etat est au service du capital et des capitalistes, petits et grands. Autrement dit, c'est un Etat injuste non pas par racisme, mais parce qu'il est de parti pris, du côté des riches et pas des pauvres.

C'est parce que l'Etat est du côté des riches,

et que les immigrés sont pauvres, qu'ils ont l'Etat contre eux. Envers les immigrés des milieux bourgeois, l'Etat est tout à fait respectueux.

Alors, ceux qui dénoncent l'Etat comme raciste lui rendent au fond un bon service, en ne dénonçant pas l'essentiel, ce parti pris. L'Etat capitaliste peut mettre à sa tête plus de personnalités d'origine immigrée. Il n'en sera pas pour autant plus doux avec les pauvres.

Chaque communauté reflète aussi l'injustice de la société, elle a ses pauvres, ses riches, et ses dirigeants. Et ceux-ci savent jouer du passé commun, du passé douloureux. Mais ils ne peuvent réussir qu'à faire monter une petite partie de leur communauté dans la société telle qu'elle est, socialement injuste. On nous dit que c'est cela la «*réussite*». Triste réussite, où l'on se retrouve avec le camp des exploités...

Alors, il faut d'autant plus se méfier des dirigeants que l'on est de la même communauté, et plus ému par leurs paroles, car il faut du recul pour réfléchir. Il n'y aurait pas de solution ? Pas moyen de vivre enfin en toute égalité et fraternité ? Si, mais en donnant sa confiance de préférence à ceux dont la générosité va jusqu'à défendre tous les opprimés, et à des gens modestes.

La seule communauté qui vaille, c'est celle des démunis, de tous ceux qui n'utilisent pas un capital pour tirer du profit sur le dos des hommes. Et il est essentiel de vouloir s'allier aussi avec les Français d'origine des milieux pauvres et populaires : une alliance difficile à gagner, mais décisive pour affaiblir le capitalisme. Ensemble, on peut imposer un partage public et équitable des logements, des emplois.

On pourra changer la vie, quand tous les pauvres s'y mettront !

11/9/2005

L'Ouvrier n° 161

ON PEUT PHOTOCOPIER, FAIRE CONNAITRE, DIFFUSER L'OUVRIER
(boîtes à lettres, marchés, affichages dans les cités)

Pour recevoir d'autres numéros, nous aider, nous écrire :
L'OUVRIER BP 64 - 94202 IVRY/SEINE CEDEX